

Djibouti

Update on the context and situation of children

Pays d'Afrique de l'Est à revenu intermédiaire faible, la République de Djibouti s'est imposée au fil du temps comme un acteur incontournable des échanges dans la Corne de l'Afrique notamment par sa position géographique et ses infrastructures portuaires et de télécommunication. Avec une population d'à peine plus d'un million de personnes, principalement urbaines (70%) et jeunes (60%), le pays est touché par le chômage des jeunes (27.5%) et la pauvreté (21%). Le pays est classé 171e sur 191 avec un IDH de 0.509 dans le dernier rapport 2021/2022 sur le Développement Humain.

Djibouti est caractérisé par une situation politique et sécuritaire stable dans une région agitée et supporte le poids de l'instabilité des pays voisins avec plus 30 000 réfugiés présent sur son territoire et plus de 150 000 migrants qui le traversent annuellement pour se rendre dans la péninsule arabique, ou en revenir. A cela s'est ajoutée en 2022 la sécheresse qui a occasionné le déplacement de populations internes et transfrontières ainsi que des épidémies de rougeole et de poliomyélite.

Sur le plan économique, selon la Banque Mondiale, « après avoir été gravement affectée en 2020 par la pandémie de COVID-19 et la situation sécuritaire en Éthiopie, l'économie djiboutienne a connu, en 2021 un rebond de croissance, interrompu par la sécheresse, la guerre en Ukraine et le contexte international défavorable qui s'en est suivi ».

L'économie de Djibouti se trouve à la croisée des chemins, la dette extérieure représente 70% du PIB et est qualifiée d'insoutenable par les institutions financières internationales. Au sortir de la crise de COVID-19 et à la fin de la période de grâce accordée par le G20 dont Djibouti a bénéficié, le pays a accumulé des arriérés de remboursement de la dette s'élevant à 3% du PIB, notamment auprès des bailleurs bilatéraux.

Le pays possède des possibilités de diversification économique permettant de favoriser la croissance, à l'instar du développement du tourisme ou de l'économie bleue. Il doit cependant entreprendre des réformes structurelles afin de lever les freins à l'investissement locale et étranger que sont les coûts élevés des facteurs de production tels que l'électricité et la main d'œuvre, le niveau de développement du capital humain ainsi que les mécanismes de gouvernance.

Djibouti met en œuvre de manière continue et explicite des interventions sur les ODD 1, 2, 3, 4 et 6 avec des responsabilités sectorielles et intersectorielles clairement identifiées. Cependant, le manque de données mises à jour reste toujours d'actualité afin de suivre la couverture des besoins essentiels.

Pour le secteur de la santé, la dernière enquête démographique de santé de 2012 avait montré des taux de mortalités se situant à 67,8% pour la mortalité infanto-juvénile, 58% pour la mortalité infantile, et 383 pour 100,000 naissances vivantes pour la mortalité maternelle. Aussi, 20% de la population, notamment en milieu rural, n'avait pas accès aux services santé.

L'enquête sur la couverture vaccinale de 2020 a fait état d'une diminution de tous les antigènes avec un taux 68.1% pour la pentavalent 3. Cette année, les campagnes de rougeole et de poliomyélite ont eu un impact négatif sur la vaccination de routine dont la couverture a sensiblement été réduite. Les dernières données issues de l'enquête nutritionnelle (SMART2019) indiquent une amélioration de la prévalence de Malnutrition Aigüe Globale au niveau national, avec un taux de 10,3% et un taux de Malnutrition Aigüe Sévère de 2,6% avec des disparités entre les milieux urbain et rural (MAG de 15,1% rural et 9,3% urbain, MAS de 3,3% rural et 2,4% urbain). La sécheresse a eu un impact négatif sur la situation nutritionnelle.

Quant à l'accès à l'eau et à l'assainissement, selon l'enquête EDAM 4 de 2017, les taux d'accès au service basique et géré en toute sécurité se situent respectivement à 68.1% et 9,2% au niveau national. Ces chiffres retombent à 40,2% et 2,6% en milieu rural. Le taux national de défécation à l'air libre est de 15.6% (64,8% en milieu rural, 3,1% en milieu urbain). Concernant l'accès à l'hygiène, environ 18% de la population dispose de services d'hygiène basique. Djibouti a renforcé ses capacités institutionnelles en créant, au sein du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, une direction en charge du changement climatique. Djibouti demeure un pays particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles qui atteignent le pays de manière cyclique.

Dans le domaine de l'éducation, le taux de préscolarisation se situe à 12% à travers une éducation essentiellement privée et urbaine. La couverture brute de scolarisation au primaire est de 98% comprenant notamment la population réfugiée. Le taux d'achèvement au primaire est de 70.5%. Les défis du secteur de l'éducation restent la qualité de l'éducation et l'accès à l'éducation en milieu rural, notamment pour les filles. Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle s'est doté d'un nouveau Schéma Directeur 2021-2035 pour une éducation inclusive et équitable prenant en considération le changement climatique.

Dans le domaine de la protection de l'enfant, la prévalence des Mutilations Génitales Féminines se situe à 70.7% chez les femmes âgées de 15 à 49 ans selon l'enquête de prévalence des MGF de 2019. L'enquête sur les normes sociales des MGF de 2021 a fait ressortir une discordance entre les croyances individuelles et les normes sociales, présageant une possible évolution sur les dogmes entourant la pratique. Le taux de mariage des enfants se situe à 13,3% (26.9% en milieu rural). 37% des enfants de 2-14 ans subissent des punitions psychologiques. L'environnement devient favorable à la protection et la prise en charge holistique des enfants avec plusieurs mesures institutionnelles prises par le gouvernement comme le système d'enregistrement biométrique des faits d'état civil, la mise en place par décret présidentiel de la plateforme de coordination pour la protection de l'enfant et l'engagement du Ministère de la Justice pour développer des mesures alternatives à la détention des mineurs.

12% de la population a accès à la protection sociale et le volet non contributif de la protection sociale couvre, à travers les différents programmes sociaux, plus de 21 000 ménages vulnérables.

Major contributions and drivers of results

L'environnement opérationnel et programmatique offert par la République de Djibouti a permis en 2022 de développer des programmes ambitieux et adaptés aux besoins du pays. L'UNICEF a mis en œuvre des projets innovants, davantage décentralisés de Djibouti-Ville et répondant notamment aux enjeux du changement climatique. Le renforcement des capacités de la société civile, la décentralisation des programmes et la coordination entre les différentes parties prenantes sont restés des enjeux majeurs au cours de l'année et seront au cœur des priorités de l'UNICEF en 2023.

Santé et Nutrition

Le programme CSD s'est concentré sur la réponse aux urgences ayant affectées Djibouti au cours de l'année 2022. Les activités de riposte aux épidémies ont mobilisé les équipes du Ministère de la Santé et permis l'organisation de 4 campagnes de vaccination contre la poliomyélite et d'une campagne de vaccination contre la rougeole. Au total, ce sont respectivement 153 338, 153 189, 158 445 et 180 395 enfants qui ont été vaccinés contre la poliomyélite et 39 302 enfants qui ont été vaccinés contre la rougeole. Ces résultats ont notamment été atteints grâce à la mobilisation des réseaux de relais communautaires dans la préparation des campagnes. L'UNICEF a continué à soutenir le pays dans la campagne accélérée de vaccination contre la COVID-19, notamment par le renforcement et le déploiement de 49 jeunes volontaires dans les vaccinodromes pour la sensibilisation des communautés en faveur de la promotion de la vaccination. Plus de 150 000 personnes ont été sensibilisées et 57% d'entre elles se sont vaccinées à la suite des sensibilisations.

Dans le secteur de la nutrition, l'UNICEF a poursuivi le renforcement de capacités des prestataires de santé dans la promotion des pratiques familiales essentielles, mais aussi dans la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant avec la mise en œuvre de l'Initiative Hôpitaux Amis des bébés dans les maternités de Djibouti-Ville et des régions. L'UNICEF a également mis à la disposition du Ministère son expertise technique pour appuyer le programme de nutrition nationale à améliorer ses mécanismes de coordination. Des travaux de réhabilitation ont été conduits dans 33 postes de santé ayant en leur sein des unités de prise en charge de la malnutrition et de nouveaux partenariats ont été établis avec des ONG locales afin de mener à bien les activités de prévention à la malnutrition au plus près des communautés.

En outre, l'UNICEF a poursuivi l'approvisionnement du pays en plumpy-nut, en lait thérapeutique et en médicaments essentiels pour la prévention et la prise en charge des cas compliqués de malnutrition. Dans le cadre de la réponse à la sécheresse, 3500 enfants ont été admis dans les services de nutrition et l'approvisionnement en intrants a pu être renforcé afin de prévenir l'augmentation des cas de malnutrition dans le pays.

Enfin, l'UNICEF a appuyé le niveau central dans l'organisation d'un symposium national de la santé regroupant les spécialistes du pays, mais aussi au travers du renforcement de capacités de 25 cadres du Ministère en gestion des vaccins et de la chaîne de froid, 20 prestataires de soins sur les directives PCIME et 113 agents impliqués dans les campagnes de vaccination sur l'utilisation de l'application KOBO de collecte de données. La centrale d'achat des médicaments a elle aussi été soutenue pour l'amélioration de son circuit d'approvisionnement, la quantification des besoins et l'élaboration et le suivi d'un plan de distribution. L'UNICEF a pour finir maintenu son appui dans l'approvisionnement des intrants de première nécessité, à savoir les vaccins, médicaments essentiels, intrants nutritionnels et réactifs pour le dépistage VIH+ des femmes enceintes.

WASH

En 2022, l'UNICEF et ses partenaires ont garanti un accès et une meilleure utilisation de l'eau potable pour 94 956 personnes, dont 40% étaient des enfants. Environ 78 000 personnes étaient en situation d'urgence et affectées par la crise de la sécheresse.

L'UNICEF a mis en œuvre une réponse humanitaire en vue d'assurer l'accès aux services EHA des communautés durement touchées par la sécheresse. L'appui humanitaire a pris corps dans des activités de water trucking et de dotation de carburant pour le fonctionnement des forages afin de garantir un accès à l'eau aux communautés affectées, et par la construction de latrines d'urgence et la distribution de 1000 kits d'hygiène couplée à des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène pour les volets hygiène et assainissement.

L'UNICEF a posé avec succès les bases de l'assainissement total piloté par la communauté avec la déclaration publique du village de Kontali à Dikhil comme premier village ayant mis fin à la défécation à l'air libre du pays. 15 autres villages ont initié le processus et sont mobilisés pour la construction, par eux même, de leur latrines pour mettre fin à cette pratique et réduire la prévalence des maladies diarrhéiques. L'UNICEF a en parallèle apporté son expertise technique auprès de la Direction hydraulique rurale pour l'accompagner à une meilleure progression vers l'atteinte de l'ODD 6.2 visant à mettre fin à la défécation à l'air libre et ce grâce au renforcement de capacités du partenaire et au développement d'une feuille de route pour le passage à l'échelle.

Afin d'assurer la durabilité des actions, l'UNICEF a procédé au renforcement de capacités des comités de gestion des points d'eau et à l'établissement d'accords de partenariat avec des organisations à base communautaires afin de procéder à un transfert de compétences au niveau local et assurer une pleine implication des autorités régionales.

L'UNICEF a également apporté un appui technique au Ministère de l'Education National et de la

Formation Professionnelle pour l'évaluation technique de la fonctionnalité des ouvrages WASH dans les écoles ciblées du pays et soutenu leur réhabilitation. L'UNICEF a appuyé techniquement le développement d'une stratégie nationale WASH-in-school en vue de la définition de standards WASH dans les écoles permettant une amélioration durable du cadre de vie des enfants à l'école.

Pour finir, l'UNICEF a mobilisé et formé 15 jeunes pour assurer la sensibilisation de leurs pairs pour davantage d'engagement des jeunes en faveur des efforts de mitigation de l'impact du changement climatique sur les enfants. Ces jeunes se sont constitués en Comité Action Climat Jeunes et 3 d'entre eux ont pu participer à la COP27 et porter la voix des enfants et des jeunes djiboutiens. Parallèlement, l'UNICEF a initié des programmes de sensibilisation des écoliers sur les questions du changement climatiques et de la protection de l'environnement, et réalisé l'analyse du paysage climatique pour les enfants afin de mettre en avant les évidences nécessaires au plaidoyer et à la prise en compte des enfants et des jeunes dans toutes les initiatives de réduction des risques liés changement climatique.

Education

L'UNICEF a poursuivi ses efforts pour que les enfants et les adolescents, notamment ceux vivant dans les zones défavorisées ou en situation d'urgence, suivent une éducation formelle ou non formelle de qualité. L'accès à l'éducation a connu une forte amélioration avec des taux bruts de préscolarisation, scolarisation primaire et d'achèvement du cycle primaire qui sont passés respectivement de 9,8% à 11,2%, de 95,95% à 98,34%, et de 62,3% à 70,5% entre 2021 et 2022. Cela représente, au niveau national, un total de 148 348 élèves de la classe pré-primaire jusqu'à l'enseignement secondaire scolarisés, dont 46,3% de filles.

En tant qu'agent partenaire pour le Financement pour la mise en œuvre d'un programme du GPE, l'UNICEF a fourni une assistance technique au Ministère de l'Education National et de la Formation Professionnelle (MENFOP) pour faciliter les travaux d'élaboration du nouveau Schéma Directeur de l'Education et de la Formation (2021-2035), dont l'endossement a été réalisé mi-décembre 2022 par l'ensemble des partenaires techniques et financiers du secteur.

L'UNICEF a joué un rôle central pour appuyer le gouvernement dans la priorisation d'actions à implémenter afin d'atteindre l'ODD4 en supportant la participation de Djibouti au sommet de transformation de l'éducation. La mise en œuvre des engagements pris lors du sommet fera l'objet d'un suivi rapproché de l'UNICEF en 2023. L'UNICEF a également appuyé plusieurs ministères sectoriels concernés par la jeunesse dans l'élaboration d'engagements concrets pour les jeunes djiboutiens et leur insertion dans le monde du travail dans le cadre du sommet jeunes organisé à Amman.

L'UNICEF a continué son appui au MENFOP sur la scolarisation de la jeune fille en zone rurale, grâce au démarrage du projet de Soutien à l'Education des Filles et à leur Autonomisation (SEFA). Une analyse des besoins en construction a été réalisée sur les trois sites d'écoles rurales intégrées, à Waddi, Danan et Abaitou, afin de mettre à disposition autour des écoles des services sociaux de base pour que cette dernière soit un levier de développement rural.

Le projet SEFA a également permis de poursuivre la collaboration avec les centres Lire-Ecrire-Compter accueillant 762 élèves dans leur programme d'éducation non-formelle, dont 352 de filles et 33 enfants à besoins spéciaux, en 2022. L'UNICEF a appuyé le MENFOP dans la validation du programme d'éducation non-formelle appelé Programme d'éducation accélérée et l'impression des documents produits.

L'Union pour le Développement et la Culture a renforcé les compétences de 3000 adolescents (dont 1800 filles) d'Obock-ville, de Waddi et des zones périurbaines de Balbala dans le cadre de la promotion de la scolarisation des filles et de la masculinité positive. 8132 adolescents et jeunes (dont 34% de filles) ont renforcé leurs compétences sur la lutte contre les MGF, les grossesses non désirées, le décrochage scolaire, la prévention contre la COVID-19 et le VIH dans les centres de développement

du pays, grâce au support du Ministère de la Jeunesse et de la Culture et de l'UNICEF.

L'appui aux enfants réfugiés a également continué avec la distribution de 5000 kits scolaires dans les 3 camps de réfugiés du pays.

Protection de l'enfant

Dans le cadre du renforcement du système de protection de l'enfant, l'appui de l'UNICEF au gouvernement djiboutien a permis à 213 enfants (128 filles et 85 garçons) victimes de violence de tous types d'être pris en charge à travers la plateforme nationale de protection de l'enfant. 6000 enfants ont bénéficié d'un appui psychosocial et de services sociaux de base, dont 545 enfants en mouvement et enfants des rues. Grâce au développement de partenariats avec des associations locales, plus 900 personnes ont été sensibilisées sur la protection de l'enfant, et 50 acteurs du secteur ont bénéficié de renforcement de capacités sur les violences basées sur le genre (VBG).

L'UNICEF a appuyé la formation certifiée de 30 agents d'états civils leur permettant de se familiariser avec le nouveau système d'enregistrement biométrique des faits d'états civils. En outre, 13 000 enfants ont pu recevoir leurs actes de naissance au cours de l'année 2022.

L'UNICEF a également appuyé la réponse à la sécheresse avec la mise en place d'actions de protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que la prévention aux violences basées sur le genre. Environ 1500 personnes ont participé aux séances de sensibilisation sur les VBG, dont 636 dans le cadre de la réponse à l'urgence sécheresse. 3480 personnes, y compris des enfants, ont eu accès à un canal de rapportage sécurisé pour les cas d'exploitations et d'abus sexuels.

Au cours de l'année 2022, plus de 94 000 personnes ont été touchées par les séances de sensibilisation sur les mutilations génitales féminines (MGF) par les leaders communautaires et les leaders religieux. Les activités mises en place par les comités de veille ont pu sauver 640 filles des MGF. Par ailleurs, Djibouti a été intégré dans la phase IV du programme global pour l'élimination des MGF et a développé la contextualisation de la théorie de changement pour 2022-2030 ainsi que celle du cadre des résultats. L'UNICEF a aussi mené une étude sur les normes sociales et les facteurs comportementaux liés aux MGF ainsi qu'une enquête sur l'engagement des hommes et des garçons contre les MGF.

Le plaidoyer de l'UNICEF pour la mise en place d'un système de familles d'accueil a pour finir abouti en 2022. L'ONG SOS Villages d'enfants a été appuyé pour la mise en œuvre ce projet dans la capitale du pays auprès d'enfants victimes de violences, d'abus, d'exploitation et d'enfants abandonnés. Le gouvernement de Djibouti, au travers du Ministère de la Femme et de la Famille, est aux côtés de l'UNICEF pour cette action, et un guide sur les familles d'accueil a été élaboré par les acteurs de la protection et les leaders communautaires, et validé par les membres de la plateforme de la protection de l'enfant.

Politiques Sociales

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet finance publique, l'UNICEF a appuyé le Ministère de l'Economie et des Finances dans le processus national ayant abouti à l'élaboration de la stratégie nationale de financement du plan de développement de Djibouti, « Djibouti ICI ». Cette activité a vu une très forte participation du secteur privé, notamment du secteur bancaire, et de la société civile. L'intérêt du secteur privé à participer et à contribuer au développement du pays a revêtu un caractère essentiel, principalement car le secteur bancaire dispose de liquidités qui ne sont pas toujours investies dans un effort national. La stratégie de financement a été menée en collaboration avec le PNUD dans le cadre du programme conjoint intitulé « Financement intégré pour l'accélération et la résilience des ODD à Djibouti ».

Dans le cadre de la protection sociale sensible aux chocs, l'UNICEF a renforcé les capacités du

Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) à travers l'appui à l'élaboration du plan de contingence de la protection sociale. Le plan de contingence a été élaboré avec la participation de tous les acteurs impliqués dans la protection sociale et a défini les différents scénarios de crises pouvant touchés Djibouti, et les rôles et les modalités d'intervention de chacun en cas de survenance de tels scénarios. En outre, ce plan a permis une cartographie des zones sensibles du pays et a dressé les profils de populations particulièrement vulnérables à Djibouti. Le plan de contingence a été d'une aide considérable pour développer une réponse pertinente de la protection sociale à la crise de la sécheresse que le pays a connue en 2022. En effet, grâce à ce dernier, le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités a pu élargir son programme existant de cash transfert aux populations touchées par la sécheresse.

Enfin, le renforcement des capacités du MASS sur les mesures d'accompagnement, a été appuyé par l'UNICEF grâce à l'organisation d'une formati

on des formateurs et une formation des relais communautaires sur les mesures d'accompagnement relatives aux pratiques sociales essentielles. Les formations ont aussi porté sur les outils de planification, de suivi et de rapportage de ces mesures, notamment au niveau communautaire.

UN Collaboration and Other Partnerships

En 2022, l'UNICEF a travaillé dans le cadre de la réponse à la sécheresse avec les autres agences des Nations Unies sous la coordination du bureau du Coordinateur résident. Ce travail s'est concrétisé avec l'élaboration d'un projet financé par le Fonds central d'intervention d'urgence sous la coordination du bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires ainsi que l'élaboration d'une note de plaidoyer pour la mobilisation de ressources visant à continuer l'appui aux personnes vulnérables affectées par la sécheresse à Djibouti.

En collaboration avec le PNUD et le PAM, l'UNICEF a apporté une contribution significative dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Financement intégré pour l'accélération et la résilience des ODD à Djibouti ». Ce projet ambitieux a abouti à la création d'une stratégie intégrée de financements du plan de développement de Djibouti, « Djibouti ICI », élaborée de manière participative et sous le leadership du Ministère de l'Economie et des Finances. Dans la continuité de ce programme, l'UNICEF a continué de collaborer avec le PNUD pour le financement « flagship » de la finance publique orientée vers les fonds verts.

Aux côtés de l'OMS, UNICEF a supporté techniquement le Ministère de la Santé dans la préparation et l'organisation du symposium pour la santé, la préparation, l'organisation et l'évaluation des campagnes de riposte à la poliomyélite et à la rougeole, ainsi que dans la campagne accélérée de vaccination contre la COVID-19.

Un mémorandum d'entente a été signé avec le PAM pour la coordination des activités de lutte contre la malnutrition qui a été assortie d'un plan de travail conjoint.

En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population, l'UNICEF a continué à mettre en œuvre le programme conjoint pour l'élimination des MGF. L'UNICEF a également collaboré avec le FNUAP et le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre d'un autre programme conjoint sur les MGF financé par l'Union Européenne.

En partenariat avec GAVI, l'UNICEF a poursuivi son soutien au programme de vaccination de routine et à collaborer pour la mise en œuvre de la campagne accélérée de vaccination COVID-19. L'UNICEF a également signé un Mémorandum d'entente avec la Banque Mondiale pour les approvisionnements en intrants nutritionnels.

Comme chaque année, l'UNICEF a participé à toutes les réunions de l'UNCT et ses organes opérationnels, notamment l'initiative BOS mis en œuvre par le groupe Operations Management Team et qui a, entre autres, mis en ligne un espace SharePoint UNICEF et un roster des fournisseurs des Nations Unies sur la plateforme.

Lessons Learned and Innovations

Dans le domaine des opérations, l'UNICEF a établi un partenariat avec l'opérateur de téléphonie Djibouti-Telecom afin d'utiliser le service de paiement électronique D-Money dans la facilitation des paiements directs aux bénéficiaires. Ce système a permis de donner un coup d'accélérateur aux programmes. Néanmoins, les limites du système se sont rapidement manifestées face aux volumes importants de fonds transitant sur la plateforme et la capacité de gestion de Djibouti-Telecom nécessaire pour y faire face, mais aussi en termes de gestion par les partenaires qui ont montré une diminution progressive dans le suivi financier des programmes. Afin d'ajuster ce dernier point, le bureau a pris la décision de sélectionner les paiements éligibles au paiement par D-Money.

L'UNICEF a continué de structurer la composante « end user monitoring ». La nécessité d'un contrôle de toute la chaîne d'approvisionnement a été mise en avant afin de garantir aux enfants les meilleurs

équipements possibles, particulièrement pour les enfants malnutris, tout en assurant la crédibilité des actions de l'UNICEF.

En matière de santé et nutrition, les urgences épidémiologiques et climatiques ont perturbé la mise en œuvre des activités de routine avec comme conséquence la diminution de la couverture des interventions à haut impact sur la santé des enfants. Cette faible couverture a aggravé la vulnérabilité des enfants aux maladies évitables et entretenu le cycle des urgences. Ainsi, la réponse aux urgences devra à l'avenir aller de pair avec le maintien des activités de routine. L'absence d'un mécanisme de coordination et de planification opérationnelle a également ralenti l'exécution et le suivi des activités.

La gestion des stocks au niveau des structures de santé est quant à elle essentielle pour assurer la disponibilité des intrants et un suivi des stocks n'est possible qu'à travers un exercice de rapportage régulier. L'instauration de réunions mensuelles de monitoring à tous les niveaux est nécessaire pour la maîtrise des besoins et l'amélioration de la disponibilité des intrants. Enfin, au cours des campagnes de riposte contre la poliomyélite, il a été constaté que l'augmentation du nombre d'enfants identifiés était proportionnelle au nombre d'acteurs communautaires qui étaient résidents des villages d'intervention. Cette pratique devra perdurer pour garantir l'accès à la vaccination pour tous les enfants.

Dans le domaine de l'accès à l'EHA, la baisse du niveau des nappes d'eau souterraines, résultat du changement climatique, occasionne le dysfonctionnement des pompes hydriques et un nombre élevé de pannes sur les forages. La mise en place d'un système de suivi des variations des niveaux d'eaux souterraines revêt un caractère essentiel pour assurer la continuité du service. Il est par ailleurs primordial de prendre en compte l'impact du changement climatique sur les communautés dans toutes les initiatives du secteur EHA, de renforcer les capacités des acteurs, et d'améliorer la connaissance sur l'impact direct et indirect du changement climatique sur les ouvrages. L'implication des jeunes dans les efforts de lutte pour la réduction de l'impact du changement climatique est elle aussi une initiative bénéfique et durable pour une réelle prise de conscience collective et le renforcement de la résilience communautaire.

Le recrutement d'une expertise technique dédiée à l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté a quant à elle permis de faciliter l'adhésion institutionnelle et suscité l'engouement des communautés et des autorités régionales pour sa mise en œuvre. En moins d'un an, un village a pu obtenir le statut FDAL.

Dans le domaine de l'éducation, l'élaboration du schéma directeur du secteur de l'éducation et du plan de l'éducation et de la formation 2021-2035 a permis de mobiliser la participation des ministères et des acteurs du secteur. Dans un contexte de coordination sectorielle difficile, le processus d'élaboration du plan sectoriel de l'éducation a rencontré certaines difficultés à faire collaborer l'ensemble des partenaires, qui ne partagent pas toujours la même vision stratégique. Une des leçons apprises de ce processus est l'importance de l'appropriation de l'exercice par les parties prenantes dès son démarrage. Malgré ces difficultés, l'UNICEF a tout de même continué de renforcer avec succès le MENFOP à assumer son leadership pour promouvoir les dialogues politiques, la collaboration et la coordination avec les partenaires du secteur avec une grande flexibilité. Par ailleurs, au vu des résultats probants réalisés par l'UNICEF pour ces deux années en tant que chef de file du GLPE, l'agence a été reconduite dans son mandat de coordinatrice sectorielle et de cheffe de file.

En matière de protection de l'enfant, l'appui de l'UNICEF dans le cadre de la mise en place du système national d'enregistrement biométrique pour les faits d'états civils et le renforcement des capacités de la direction de la population avec l'octroi des tablettes pour faciliter l'enregistrement des naissances a permis aux services de se rapprocher des populations dans les localités reculées. Concernant les MGF, les études menées ont mis en lumière l'importance d'investir dans l'engagement des garçons et des hommes, qui apparaissent plus enclin à soutenir l'abandon de la pratique. L'étude sur les normes sociales et les facteurs comportementaux a aussi permis d'apprécier les différences de perceptions et d'attitudes envers les MGF entre les régions du pays renforçant l'idée qu'il est

nécessaire de contextualiser régionalement les stratégies. Les activités développées pour la prévention et la réponse aux VGB dans le cadre de la réponse à l'urgence sécheresse ont représenté une opportunité pour renforcer la sensibilisation et la réponse aux MGF et montrer la nécessité de lier la lutte contre les MGF à d'autres thématiques, telles que le changement climatique, afin de l'intégrer dans d'autres secteurs et d'aborder une approche transversale.

Afin d'assurer la durabilité des actions et un impact renforcé auprès des populations, l'UNICEF a procédé dans ses programmes à l'établissement d'accords de partenariat avec des organisations à base communautaires et des ONG locales afin de procéder à un transfert de compétences au niveau local et assurer une pleine implication des autorités régionales. Cette dynamique décentralisée sera renforcée en 2023.